

Cameroun/Conflit

Arrestation de 4 soldats impliqués dans l'exécution sommaire de 2 femmes et leurs enfants

AFP

Yaoundé/Cameroun

Organisations de défense des droits de l'homme et puissances étrangères avaient réclamé aux autorités l'ouverture d'une enquête à la suite d'une vidéo diffusée sur les réseaux sociaux.

QUATRE soldats camerounais ont été arrêtés après la diffusion d'une vidéo devenue virale montrant de présumés membres de l'armée exécutant sommairement deux femmes et leurs deux enfants accusés d'être des jihadistes de Boko Haram, a appris hier l'AFP de sources proches de l'armée.

"A ce jour, quatre militaires ont été arrêtés dans le cadre de l'enquête sur la vidéo qui a été diffusée sur les réseaux sociaux", a déclaré l'une de ces sources à Maroua dans la région de l'Extrême-Nord où les faits se seraient déroulés.

L'information a été confirmée par une autre source proche de l'armée, à Yaoundé.

"Dans un premier temps, trois militaires ont été arrêtés alors qu'ils étaient encore déployés dans



Photo : AFP / L'Union

C'est dans l'Extrême-Nord où ils sont déployés pour contrer les excursions du groupe jihadiste Boko Haram que les faits pour lesquels quatre militaires ont été arrêtés se seraient déroulés.

l'Extrême-Nord" dans le cadre de la lutte contre Boko Haram, a expliqué cette deuxième source. Selon elle, ces militaires seraient directement impliqués dans les faits exposés par la vidéo en cause. "Ils sont issus de l'Armée de l'air et étaient déployés à Mabass", village du département du Mayo-Tsanaga, dans l'Extrême-Nord proche du Nigeria pays d'origine de Boko Haram, a-t-elle rapporté.

Leur audition a permis de mettre la main sur un quatrième militaire qui n'était pas présent au moment des faits, mais aurait joué un rôle, a-t-elle encore ajouté sans donner plus de

détail. Selon cette source à Yaoundé, les enquêteurs veulent comprendre si l'exécution des deux femmes et leurs deux enfants est un fait isolé au sein de l'armée ou si d'autres actes similaires ont pu avoir lieu.

"Au sein de l'armée, ici dans la région, il n'y a pas de doute sur l'authenticité de la vidéo. Certains militaires ont clairement fait part à leurs collègues impliqués de leur désapprobation, indiquant qu'ils étaient des professionnels", a relaté la source proche de l'armée à Maroua.

L'armée camerounaise est engagée dans la région de

l'Extrême-Nord pour contrer les incursions fréquentes de combattants du groupe jihadiste nigérian. Le 11 juillet, lendemain de la diffusion de cette vidéo très violente, le gouvernement camerounais avait déclaré avoir ouvert une enquête, tout en qualifiant la vidéo de "fake-news" et d'"horrible trucage".

Amnesty International avait quant à elle affirmé avoir des "preuves crédibles" que les hommes armés exécutant les civils dans cette vidéo virale sur Internet étaient des militaires camerounais.

Mercredi, le Royaume-Uni s'est dit "profondément préoccupé" par cette vidéo, demandant au président camerounais Paul Biya, 85 ans, dont 35 au pouvoir, une "enquête urgente".

La veille, les Etats-Unis avaient demandé une enquête "totale et transparente" sur l'exécution de ces deux femmes et leurs deux enfants, et de publier les résultats de cette enquête.

L'armée camerounaise est régulièrement accusée par des ONG de perpétrer des exactions contre des personnes soupçonnées d'appartenir au groupe Boko Haram, ce qu'elle a toujours démenti.

Sénégal/Procès de 29 jihadistes présumés

Une peine de 20 ans, 14 acquittements

AFP

Dakar/Sénégal

Il s'agissait du plus important procès dans le pays pour des faits liés au jihadisme.

UN tribunal correctionnel de Dakar a condamné hier à 20 ans de prison le principal accusé au procès de 29 jihadistes présumés, mais acquitté 14 d'entre eux.

Ce procès, placé sous haute sécurité et qui avait démarré le 9 avril, après une série de renvois depuis décembre, est le plus important à se tenir au Sénégal par le nombre de prévenus dans une affaire de ce type. Makhtar Diokhané, décrit par le parquet comme "l'idéologue" du groupe, a été condamné à 20 ans de travaux forcés, mais l'imam Alioune Ndao, accusé d'en être le "coordonnateur", à un mois de prison avec sursis pour détention d'arme sans autorisation. Makhtar Diokhané a été reconnu coupable d'actes de



Photo : AFP

La justice sénégalaise en a fini hier avec le plus important procès jamais tenu dans le pays pour des faits liés au jihadisme.

terrorisme par association de malfaiteurs. Trois autres prévenus ont été condamnés à 15 ans de travaux forcés, cinq à 10 ans et trois à cinq ans.

Le procureur avait requis en mai la perpétuité contre 11 des prévenus et une peine de 30 ans contre l'imam Ndao, de Kaolack (centre).

Il avait également demandé l'acquiescement de huit prévenus.

La plupart ont été arrêtés en 2015 au Sénégal. Makhtar Diokhané a été interpellé au Niger, à la suite

d'une affaire de fausse monnaie, puis remis au Sénégal.

Les accusés, dont trois femmes, étaient poursuivis pour "actes de terrorisme par menaces d'attentat", "association de malfaiteurs, financement du terrorisme, blanchiment de capitaux", "apologie du terrorisme" et "détention d'armes sans autorisation".

Il était reproché aux prévenus, dont certains ont séjourné dans des zones contrôlées par le groupe islamiste nigérian Boko Haram, d'avoir voulu ins-

taller des bases jihadistes dans le sud et le sud-est du Sénégal et d'avoir envisagé d'ensuite étendre leur projet à des pays voisins tels que la Gambie, la Guinée et la Guinée-Bissau.

En octobre 2016, un imam sénégalais reconnu coupable en juin d'"apologie du terrorisme" avait vu sa peine aggravée en appel d'un an de prison ferme à deux ans.

Pays réputé pour sa tolérance religieuse, le Sénégal compte plus de 90% de musulmans, adhérant pour la plupart à l'islam soufi, représenté par différentes confréries.

Il a été jusqu'à présent épargné par les attentats jihadistes, qui ont frappé d'autres pays d'Afrique de l'Ouest.

Mais il a renforcé la sécurité devant les hôtels et de nombreux bâtiments publics après les attentats qui ont touché depuis 2016 le Burkina Faso et la Côte d'Ivoire, alors que le Mali voisin est le théâtre d'attaques jihadistes quasi quotidiennes.

Qui Sortir... Restaurants

NOMAD

BUFFET MIX GRILL
25.000 FCFA par personne
Tous les dimanches à partir de 12h

RÉSERVATIONS :
05 40 77 17 / 05 65 24 17

Election Miss CASINO CROISSETTE 5ème Edition

3 candidates restent à élire

4ème selection de 3 candidates JEUDI 26 JUILLET à partir de 21h30

C'est le public qui décide !
Réservations : 07 38 17 41

VERY ET FAMILLE CASTEL PHARMASHOP DES FORESTIERS airtel

publi.com Tél : 04 10 03 91 07 17 34 20